

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES

Service de l'agriculture, de la forêt  
et de l'environnement

Bureau de l'environnement  
et des installations classées

**ARRETE n° 10421 actualisant le classement des installations et imposant des prescriptions techniques complémentaires**

**à la Société Routière de l'Est Parisien (R.E.P.)  
au PLESSIS-GASSOT – LE MESNIL AUBRY et ECOUEN**

**Le Préfet du Val d'Oise  
Officier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'environnement;

**VU** le décret n°2009-1341 du 29 octobre 2009 modifiant la nomenclature des installations classées;

**VU** le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées;

**VU** l'arrêté ministériel du 20 juin 2002 relatif aux chaudières présentes dans une installation nouvelle ou modifiée d'une puissance supérieure à 20MWth;

**VU** l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1971 autorisant la société Routière de l'Est Parisien – R.E.P. - à exploiter un dépôt de déchets ménagers en décharge contrôlée sur le territoire des communes du Plessis-Gassot – Le Mesnil-Aubry et Ecoen;

**VU** l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 autorisant la société Routière de l'Est Parisien à poursuivre l'exploitation du centre de stockage de déchets pour une durée de 21 ans, à étendre ce centre de stockage et à exploiter une plate-forme de broyage de déchets (bois, palettes, encombrants,...), un centre de tri de déchets industriels banals et commerciaux ainsi qu'une déchetterie accueillant des déchets apportés par des artisans sur le territoire des communes du Plessis-Gassot, du Mesnil-Aubry et d'Ecoen;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 février 2009 autorisant l'entreposage temporaire de sous-produits valorisables issus de centres de tri de déchets non dangereux;

**VU** l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2009 autorisant l'exploitation d'une plate-forme de compostage de déchets verts sur le site du centre de stockage de déchets non dangereux;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2010 encadrant l'exploitation d'un deuxième bassin de stockage de lixiviats;

**VU** le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 2 juin 2009 concernant l'exploitation sur une durée déterminée de l'ordre de 5 ans d'un projet pilote expérimental innovant de dégradation biologique de la matière organique sur des ordures ménagères;

**VU** la lettre préfectorale du 25 janvier 2010 prenant acte de l'exploitation de ce projet pilote expérimental;

**VU** le porter à connaissance transmis par l'exploitant relatif à la création d'une installation de stockage de bois broyé et d'une unité de revalorisation de matériaux de démolition inertes soumises à déclaration au titre du code de l'environnement dans l'enceinte du site du centre de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite sur les communes du Plessis-Gassot, du Mesnil-Aubry et d'Ecouen;

**VU** le rapport du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France en date du 8 avril 2011;

L'exploitant entendu;

**VU** l'avis favorable formulé par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours de sa séance du 28 avril 2011;

**VU** la lettre préfectorale du 29 juin 2011, reçue le 30 juin 2011, adressant le projet d'arrêté préfectoral à la Société Routière de l'Est Parisien – R.E.P - au PLESSIS-GASSOT et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations;

**VU** la lettre du 4 juillet 2011 par laquelle la Société Routière de l'Est Parisien - .R.E.P – précise qu'elle n'a pas d'observation à formuler sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis;

**CONSIDERANT** que le dossier déposé par la société Routière de l'Est Parisien -R.E.P - pour l'exploitation sur le centre de stockage de déchets non dangereux du Plessis-Gassot, du Mesnil-Aubry et d'Ecouen, d'un stockage de bois broyé et d'une unité de revalorisation des matériaux de démolition constitue le porter à connaissance prévu à l'article R512-33 du code de l'environnement et constitue une modification notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale au sens de ce même article;

**CONSIDERANT** que le site du Plessis-Gassot, du Mesnil-Aubry et d'Ecouen est déjà réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 décembre 2006 prescrivant les dispositions appropriées pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement;

**CONSIDERANT** que le dépôt de bois broyé est réalisé sur une plate-forme dédiée située dans la partie sud du site dont la capacité maximale d'entreposage est de 20 000 m<sup>3</sup>;

**CONSIDERANT** que les produits admis sur l'installation sont du bois à l'état naturel, non imprégné et non revêtu d'une substance quelconque ;

**CONSIDERANT** que toutes mesures seront prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre;

**CONSIDERANT** que les principaux impacts environnementaux liés à l'exploitation de l'unité de revalorisation de matériaux de démolition sont liés aux émissions de poussières et aux émissions sonores;

**CONSIDERANT** qu'il convient de fixer la nature et l'origine des matériaux de démolition acceptés sur le site et les caractéristiques de l'unité;

**CONSIDERANT** que le bois et les matériaux de démolition admis sur le site devront faire l'objet d'un enregistrement des entrées et de sorties au niveau d'un pont bascule;

**CONSIDERANT** qu'il convient de fixer à 5 mètres la hauteur maximale des stocks de bois broyés et des stocks de matériaux de démolition afin d'assurer l'intégration paysagère de l'installation ;

**CONSIDERANT** que l'article 8.6.12. des prescriptions techniques annexées au présent arrêté prévoit la protection des ressources en eau et des milieux aquatiques;

**CONSIDERANT** que l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 fixe, à l'article 4.3.9.2. des prescriptions techniques, les valeurs limites d'émission (VLE) des eaux rejetées au point de rejet n°3;

**CONSIDERANT** que l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 fixe, à l'article 9.2.2. des prescriptions techniques, une auto surveillance de ces eaux rejetées par la réalisation d'analyses semestrielles;

**CONSIDERANT** que l'exploitant a prévu la mise en œuvre de moyens adaptés pour prévenir les émissions de poussières (dispositifs de capotage et d'aspiration, rampes d'aspersion d'eau,...);

**CONSIDERANT** que toutes mesures sont prises pour limiter les niveaux de bruits et les vibrations générées par le fonctionnement de l'installation;

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de réaliser une campagne de mesures de niveaux sonores du site au plus tard un mois après la mise en fonctionnement de l'unité de revalorisation des matériaux de démolition pendant le fonctionnement de l'installation de concassage/criblage afin de s'assurer du respect des niveaux acoustiques fixés au chapitre 6.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006;

**CONSIDERANT** que l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006, qui demeure applicable, impose à l'article 9.2.4. des prescriptions techniques la réalisation de mesures sonores selon une périodicité quinquennale par un organisme agréé;

**CONSIDERANT** que l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 a autorisé l'exploitant à exploiter un centre de tri de déchets industriels banals et commerciaux;

**CONSIDERANT** que cette installation n'a pas été mise en service à ce jour, l'autorisation d'exploiter le centre de tri de déchets industriels et commerciaux cesse de produire effet conformément à l'article 1.4.1. des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006;

**CONSIDERANT** qu'il convient, par conséquent, de ne pas faire figurer dans le tableau de classement actualisé les rubriques relatives aux installations du centre de tri de déchets industriels banals et commerciaux, la société n'étant plus autorisée à exploiter cette installation;

**CONSIDERANT** que le projet pilote expérimental présente des inconvénients et dangers faibles par rapport à ceux existants sur le site;

**CONSIDERANT** que ce projet n'a pas donné lieu à la fixation de prescriptions techniques complémentaires à celles réglementant l'exploitation du site;

**CONSIDERANT** que cette installation relève désormais de la rubrique 2791 de la nomenclature des déchets sous le régime de la déclaration;

**CONSIDERANT** que le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 a modifié la nomenclature des installations classées pour les rubriques relatives aux installations de déchets et qu'il convient d'actualiser le classement des installations de la société Routière de l'Est Parisien – R.E.P.;

**CONSIDERANT** par conséquent qu'il convient, conformément aux dispositions de l'article R512-31 du code de l'environnement, d'imposer à la société Routière de l'Est Parisien – R.E.P. - des prescriptions techniques complémentaires pour les installations exploitées sur le territoire des communes du Plessis-Gassot, du Mesnil-Aubry et d'Ecouen;

**SUR** proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise ;

### ARRETE

**Article 1** : Le tableau de classement figurant à l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 et à l'article 1.2.1. des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 autorisant les installations exploitées par la société Routière de l'Est Parisien – R.E.P. -, dont le siège social est situé, Zone Industrielle – 5 rue Robert Moinon à GOUSSAINVILLE, sur le territoire des communes du PLESSIS-GASSOT, du MESNIL-AUBRY et d'ECOUEN, est remplacé par le suivant:

Centre de stockage de déchets ménagers et assimilés			
N° de Rubrique	Désignation des activités dans la nomenclature	Caractérisation des Installations	Régime
2760-2	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement.	Poursuite et extension de l'exploitation de l'installation de stockage :  Capacité journalière maximale autorisée de 3600 t/j	A
	2. Installation de stockage de déchets non dangereux.	Capacité annuelle maximale autorisée de 1100 000 t/an de déchets dont 950 000 t/an au maximum de déchets non dangereux hors déchets inertes  Durée : 21 ans à compter du 19/12/2006  Volume total de déchets pouvant être admis à compter du 19 décembre 2006 :  - Poursuite de l'exploitation : 5 000 000 m³  - Extension : 14 000 000 m³	A

2910-B	Installations de combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271. B. Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A et C et si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 0,1 MW	Installations connexes à celles visées à la rubrique 2760-2 : installations de combustion utilisant du biogaz  7 torchères existantes : (4 x 3000 m³/h, 2x4000 m³/h et 1x1000 m³/h) : 105MW  1 nouvelle torchère : (3000 m³/h) : 15 MW	A
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. 1. Le volume susceptible d'être présent étant supérieur ou égal à 1000 m³	Centre de tri de déchets non dangereux non inertes au niveau du quai de rupture.  Tri à la pelle hydraulique.  Capacité maximale d'entreposage de 15 000 m³	A
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.  1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m³	Plate-forme de déchets de plastiques issus du tri déchets effectué au niveau du quai de rupture d'une superficie de 1700 m² et d'une capacité maximale d'entreposage de 3400 m³.  Plate-forme de déchets de papiers/cartons issus du tri déchets effectué au niveau du quai de rupture d'une superficie de 1500 m² et d'une capacité maximale d'entreposage de 4500 m³. L'installation comprend une installation de mise en balles de déchets papiers/cartons et de déchets de plastiques destinées à la valorisation.	A
2713-2	2713. Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. 2. La surface étant supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m².	Plate-forme de déchets de métaux issus du tri déchets effectué au niveau du quai de rupture d'une superficie de 100 m²	D

Unité pilote expérimentale de dégradation biologique de la matière organique par un procédé de percolation			
2791.2	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.  2. La quantité de déchets traités étant inférieure à 10 t/j.	Unité de recherche en percolation constituée de 6 pilotes semi-industriels, la quantité de déchets d'ordures ménagères traitées est de 36 tonnes par an.	D

Plate forme de broyage des déchets et encombrants			
N° de Rubrique	Désignation des activités dans la nomenclature	Caractérisation des Installations	Régime
2791-1	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.</p> <p>1. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.</p>	<p>Unité de broyage de déchets de bois, palettes, encombrants ... :</p> <p>Puissance installée : 315 kW</p> <p>Quantité journalière traitée au maximum de 175 t/j</p>	A
2714-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.</p> <p>1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m<sup>3</sup>.</p>	<p>Dépôt de déchets de bois d'un volume de 40 000 m<sup>3</sup></p> <p>Stockage de 150 m<sup>3</sup> au maximum de pneumatiques usagés en bennes destinés à être valorisés sur des plates formes autorisées à les recevoir.</p>	A

Unité de revalorisation de matériaux de démolition			
2517-2	<p>Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques</p> <p>2. La capacité de stockage étant supérieure à 15 000 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 75 000 m<sup>3</sup>.</p>	<p>Stockage sur une plate-forme dédiée d'une capacité maximale d'entreposage de 70 000 m<sup>3</sup> de matériaux bruts issus de travaux neufs, de démolition partielle ou complète ou de réfection de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- chantiers de démolition de bâtiments, d'ouvrages d'art et de génie civil,</li> <li>- chantiers de construction ou de réfection de voiries routières ou ferroviaires, de voiries réseaux et divers,</li> <li>- chantiers de terrassements.</li> </ul>	D
2515-2	<p>Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou déchets non dangereux inertes,</p> <p>2. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation état supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW.</p>	<p>Plate forme de l'unité de revalorisation de matériaux de démolition équipée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une installation de concassage à percussion,</li> <li>- un séparateur électromagnétique (Overband),</li> <li>- une installation de ciblage à deux étages.</li> </ul> <p>La puissance électrique de l'ensemble des équipements de l'unité de revalorisation autorisée est de 199 kW.</p>	D

Installation de stockage de bois broyé			
1532-2	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public,  2. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> .	Stockage sur une plate forme dédiée d'une capacité maximale d'entreposage de 20 000 m <sup>3</sup> de bois à l'état naturel, non imprégné et non revêtu d'une substance quelconque sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiqueté, de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat. ou tout autre produit rentrant dans la définition de la biomasse selon l'arrêté du 20 juin 2002 relatif aux chaudières d'une puissance supérieure à 20 MWth.	D

Déchèterie			
2710-1	2710. Déchèterie aménagée pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public 1. La superficie de l'installation hors espaces verts étant supérieure à 3 500 m <sup>2</sup>	Déchèterie d'une superficie de 4290 m <sup>2</sup>	A

**Article 2:** Conformément aux dispositions de l'article R512-31 du code de l'environnement, les prescriptions techniques annexées au présent arrêté sont imposées à la société Routière de l'Est Parisien pour les installations qu'elle exploite sur le territoire des communes du Plessis-Gassot, du Mesnil-Aubry et d'Ecouen.

Ces prescriptions modifient et complètent les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006.

**Article 3:** En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par les articles L 514-1 et suivants du code de l'environnement.

**Article 4:** Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement susvisé:

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairies du PLESSIS-GASSOT, du MESNIL-AUBRY et d'ECOUEN pendant une durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de ces mairies pour être maintenue à la disposition du public. Les maires établiront un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le feront parvenir à la préfecture.

Une copie du présent arrêté sera publiée sur le site internet de la Préfecture pendant une durée d'un mois.

Un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'industriel dans deux journaux d'annonces légales du département.

Une copie de l'arrêté sera affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

**Article 5** : Conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de CERGY-PONTOISE -2/4, Boulevard de l'Hautil – B.P. 322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex:

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après la mise en service de l'installation, si celle-ci n'est pas intervenue dans les six mois.

**Article 6** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise, M. le Directeur Départemental des Territoires, M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France et Messieurs les Maires du PLESSIS-GASSOT, du MESNIL-AUBRY et d'ECOUEN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le 08 JUL 2011

Pour le Directeur Départemental des Territoires,  
Le Chef de Service de l'Agriculture,  
de la Forêt et de l'Environnement,

Animateur MISE



Alain CLEMENT



# **Société Routière de l'Est Parisien**

**AU**

# **PLESSIS-GASSOT**

**\*\*\*\*\***

**Prescriptions techniques  
complémentaires  
annexées à l'arrêté préfectoral**

**du 8 juillet 2011**

## Article 1 :

Le tableau de classement des installations autorisées figurant à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 et à l'article 1.2.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 est remplacé par le tableau suivant :

Centre de stockage de déchets ménagers et assimilés			
N° de Rubrique	Désignation des activités dans la nomenclature	Caractérisation des Installations	Régime
2760-2	<p>Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement.</p> <p>2. Installation de stockage de déchets non dangereux.</p>	<p>Poursuite et extension de l'exploitation de l'installation de stockage :</p> <p>Capacité journalière maximale autorisée de 3600 t/j</p> <p>Capacité annuelle maximale autorisée de 1100 000 t/an de déchets dont 950 000 t/an au maximum de déchets non dangereux hors déchets inertes</p> <p>Durée : 21 ans à compter du 19/12/2006</p> <p>Volume total de déchets pouvant être admis à compter du 19 décembre 2006 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite de l'exploitation : 5 000 000 m<sup>3</sup></li> <li>- Extension : 14 000 000 m<sup>3</sup></li> </ul>	<p>A</p> <p>A</p>
2910-B	<p>Installations de combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271.</p> <p>B. Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A et C et si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 0,1 MW</p>	<p>Installations connexes à celles visées à la rubrique 2760-2 : installations de combustion utilisant du biogaz</p> <p>7 torchères existantes : (4 x 3000 m<sup>3</sup>/h, 2x4000 m<sup>3</sup>/h et 1x1000 m<sup>3</sup>/h) : 105MW</p> <p>1 nouvelle torchère : (3000 m<sup>3</sup>/h) : 15 MW</p>	A
2716-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</p> <p>1. Le volume susceptible d'être présent étant supérieur ou égal à 1000 m<sup>3</sup></p>	<p>Centre de tri de déchets non dangereux non inertes au niveau du quai de rupture. Tri à la pelle hydraulique.</p> <p>Capacité maximale d'entreposage de 15 000 m<sup>3</sup></p>	A
2714-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.</p> <p>1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m<sup>3</sup></p>	<p>Plate-forme de déchets de plastiques issus du tri déchets effectué au niveau du quai de rupture d'une superficie de 1700 m<sup>2</sup> et d'une capacité maximale d'entreposage de 3400 m<sup>3</sup>.</p> <p>Plate-forme de déchets de papiers/cartons issus du tri déchets effectué au niveau du quai de rupture d'une superficie de 1500 m<sup>2</sup> et d'une capacité maximale d'entreposage de</p>	A

		4500 m <sup>3</sup> . L'installation comprend une installation de mise en balles de déchets papiers/cartons et de déchets de plastiques destinées à la valorisation.	
2713-2	2713. Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. 2. La surface étant supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 1 000 m <sup>2</sup> .	Plate-forme de déchets de métaux issus du tri déchets effectué au niveau du quai de rupture d'une superficie de 100 m <sup>2</sup>	D

Unité pilote expérimentale de dégradation biologique de la matière organique par un procédé de percolation			
2791.2	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. 2. La quantité de déchets traités étant inférieure à 10 t/j.	Unité de recherche en percolation constituée de 6 pilotes semi-industriels, la quantité de déchets d'ordures ménagères traitées est de 36 tonnes par an.	D

Plate forme de broyage des déchets et encombrants			
N° de Rubrique	Désignation des activités dans la nomenclature	Caractérisation des Installations	Régime
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. 1. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.	Unité de broyage de déchets de bois, palettes, encombrants ... : Puissance installée : 315 kW Quantité journalière traitée au maximum de 175 t/j	A
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. 1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup> .	Dépôt de déchets de bois d'un volume de 40 000 m <sup>3</sup> Stockage de 150 m <sup>3</sup> au maximum de pneumatiques usagés en bennes destinés à être valorisés sur des plates formes autorisées à les recevoir.	A

Unité de revalorisation de matériaux de démolition			
2517-2	<p>Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques</p> <p>2. La capacité de stockage étant supérieure à 15 000 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 75 000 m<sup>3</sup>.</p>	<p>Stockage sur une plate-forme dédiée d'une capacité maximale d'entreposage de 70 000 m<sup>3</sup> de matériaux bruts issus de travaux neufs, de démolition partielle ou complète ou de réfection de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- chantiers de démolition de bâtiments, d'ouvrages d'art et de génie civil,</li> <li>- chantiers de construction ou de réfection de voiries routières ou ferroviaires, de voiries réseaux et divers,</li> <li>- chantiers de terrassements.</li> </ul>	D
2515-2	<p>Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou déchets non dangereux inertes,</p> <p>2. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation état supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW.</p>	<p>Plate forme de l'unité de revalorisation de matériaux de démolition équipée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une installation de concassage à percussion,</li> <li>- un séparateur électromagnétique (Overband),</li> <li>- une installation de ciblage à deux étages.</li> </ul> <p>La puissance électrique de l'ensemble des équipements de l'unité de revalorisation autorisée est de 199 kW.</p>	D

Installation de stockage de bois broyé			
1532-2	<p>Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public,</p> <p>2. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup>.</p>	<p>Stockage sur une plate forme dédiée d'une capacité maximale d'entreposage de 20 000 m<sup>3</sup> de bois à l'état naturel, non imprégné et non revêtu d'une substance quelconque sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiqueté, de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat. ou tout autre produit rentrant dans la définition de la biomasse selon l'arrêté du 20 juin 2002 relatif aux chaudières d'une puissance supérieure à 20 MWth.</p>	D

Déchèterie			
2710-1	<p>2710. Déchèterie aménagée pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public</p> <p>1. La superficie de l'installation hors espaces verts étant supérieure à 3 500 m<sup>2</sup></p>	Déchèterie d'une superficie de 4290 m <sup>2</sup>	A

**Article 2 :**

Le chapitre 8.2 du titre 8 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 relatif aux conditions particulières applicables au centre de tri de déchets industriels banals et commerciaux sont abrogées.

**Article 3 :**

Les dispositions du titre 8 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 relatives aux conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement sont complétées par les dispositions suivantes :

**CHAPITRE 8.5 – INSTALLATION DE STOCKAGE DE BOIS BROYE****Article 8.5.1. Localisation**

Le dépôt de bois broyé est réalisé sur une plate-forme dédiée située dans la partie Sud du site sur une partie des parcelles cadastrées section ZC n°52p et n°118p sur la commune d'Ecouen.

La capacité maximale d'entreposage de la plate-forme est de 20 000 m<sup>3</sup>.

Le stockage est situé à plus de 15 mètres de tous les produits et installations susceptibles de produire des effets toxiques ou des explosions en cas d'incendie du stockage.

**Article 8.5.2. Origine et caractéristiques des matières admises sur l'installation**

Les produits admis sur l'installation sont du bois à l'état naturel, non imprégné et non revêtu d'une substance quelconque sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiqueté, de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat. ou tout autre produit rentrant dans la définition de la biomasse selon l'arrêté du 20 juin 2002 relatif aux chaudières d'une puissance supérieure à 20 MWth.

Ces produits proviennent majoritairement des forêts d'Ile de France et de l'Oise et seront utilisés comme combustibles des chaufferies « bois » de la région Ile de France.

Avant réception, un accord commercial doit préalablement définir le type de produits livrés.

Les matières réceptionnées doivent faire l'objet d'un contrôle visuel systématique pour s'assurer de leur admissibilité et d'une pesée sur un pont bascule.

Le mélange de bois broyé avec les déchets de bois issus de la plate-forme voisine de broyage des déchets et encombrants est interdit.

**Article 8.5.3. Enregistrement des entrées et des sorties**

Un contrôle quantitatif des réceptions et expéditions est effectué au niveau d'un pont bascule conforme au titre de la réglementation métrologique.

Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, l'heure, le nom du producteur, la nature et la quantité de produits et l'identité du producteur, le numéro d'immatriculation du véhicule et des observations s'il y a lieu. Il est systématiquement établi un bordereau de réception.

Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'entreprise prenant en charge ces produits, la nature et la quantité du chargement et l'identité du transporteur.

Les registres, où sont mentionnées les données, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 8.5.4. Etat des stocks**

La hauteur des stocks ne doit pas dépasser une hauteur de 5 mètres. Le stockage est réalisé de manière à permettre un accès facile aux stocks en cas d'incendie (allées entre tas de produits,...)

L'exploitant tient à jour un état des quantités stockées. Cet état indique par ailleurs la localisation et la nature des produits stockés. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

#### **Article 8.5.5. Propreté de l'installation**

Les surfaces à proximité du stockage sont maintenues propres et régulièrement nettoyées, notamment de manière à éviter les amas de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques. Toutes précautions sont prises pour éviter les risques d'envol.

#### **Article 8.5.6. Collecte des effluents liquides**

Les eaux pluviales sont dirigées vers un fossé d'infiltration d'une profondeur de 0.8 mètre environ et d'une longueur de 180 mètres situé le long de la plate-forme.

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

### **CHAPITRE 8.6 – UNITE DE REVALORISATION DE MATERIAUX DE DEMOLITION**

#### **Article 8.6.1. Localisation**

La plate-forme de l'unité de revalorisation de matériaux de démolition est implantée dans la partie Sud du site sur une partie de la parcelle cadastrée ZC n°118p sur la commune d'Ecouen.

La capacité maximale d'entreposage de la plate-forme est de 70 000 m<sup>3</sup>.

#### **Article 8.6.2. Origine et caractéristiques des matériaux admis sur l'installation**

Les matériaux admis sur la plate-forme sont des matériaux bruts issus de travaux neufs, de démolition partielle ou complète ou de réfection de :

- chantiers de démolition de bâtiments, d'ouvrages d'art et de génie civil,
- chantiers de construction ou de réfection de voiries routières ou ferroviaires, de voiries réseaux et divers,
- chantiers de terrassements.

Les matériaux admis sur le site sont préalablement triés et proviennent du département du Val d'Oise, de la région Ile de France et des départements limitrophes au Val d'Oise.

Les matériaux issus de l'unité de revalorisation seront réutilisés comme matériaux de construction routière conformément aux normes en vigueur.

Ne sont pas admissibles sur l'installation :

- les déchets dangereux et les déchets non dangereux et non inertes ;

- les déchets de construction et de démolition provenant de sites contaminés,
- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30% ;
- les déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- les déchets non pelletables ;
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent.

#### **Article 8.6.4. Admission des matériaux admis**

Avant réception ou au moment de celle-ci ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom, les coordonnées et le numéro SIRET du producteur,
- le nom, les coordonnées et le numéro SIRET des éventuels intermédiaires,
- le nom, les coordonnées et le numéro SIRET du transporteur,
- l'origine des déchets,
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement,
- la quantité de déchets concernée.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant. Ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins 3 ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les matériaux réceptionnés doivent faire l'objet de :

- un contrôle visuel systématique pour s'assurer de leur admissibilité,
- une pesée sur un pont bascule,
- un contrôle de non radioactivité.

#### **Article 8.6.5. Enregistrement des entrées et des sorties**

Un contrôle quantitatif des réceptions et expéditions est effectué au niveau d'un pont bascule conforme au titre de la réglementation métrologique.

Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant :

- la date, l'heure,
- le nom, les coordonnées et le numéro SIRET du producteur,
- le nom, les coordonnées et le numéro SIRET des éventuels intermédiaires,
- le nom, les coordonnées et le numéro SIRET du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule,
- l'origine des déchets,
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement,
- la quantité de déchets concernée.

Il est systématiquement établi un bordereau de réception.

Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'entreprise prenant en charge ces matériaux, la nature et la quantité du chargement et l'identité du transporteur.

Les registres, où sont mentionnées les données, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 8.6.6. Intégration dans le paysage**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique de l'installation. Les surfaces à proximité des stockages sont maintenues propres et régulièrement nettoyées, notamment de manière à éviter les amas de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

La hauteur des stocks ne doit pas dépasser une hauteur de 5 mètres.

#### **Article 8.6.7. Accessibilité**

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

#### **Article 8.6.8. Installations électriques et mise à la terre des équipements**

Les installations électriques doivent être réalisées et vérifiées conformément aux dispositions de l'article 7.3.3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006.

#### **Article 8.6.9. Surveillance de l'exploitation**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

#### **Article 8.6.10. Prévention des poussières**

Les stockages de produits minéraux et l'ensemble des équipements de l'unité de revalorisation de matériaux sont munis de dispositifs efficaces permettant de réduire autant que possible les envols de poussières (dispositifs de capotage et d'aspiration, rampes d'aspersion d'eau,...).

Le stockage extérieur doit être protégé des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, le stockage doit être réalisé sous abri.

Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées de manière à prévenir les envols de poussières.

Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules sont prévues en cas de besoin.

#### **Article 8.6.11. Bruit et vibrations**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les niveaux de bruits et les vibrations générés par le fonctionnement de l'installation.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou sol-dienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les règles techniques annexées à la circulaire n°86-23 du 23 juillet 1986 (JO du 22 octobre 1986) sont applicables.

En vue de s'assurer du respect des niveaux acoustiques fixés au chapitre 6.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006, une campagne de mesures de niveaux sonores du site sera réalisée au plus tard 1 mois après la mise en fonctionnement de l'unité de revalorisation des matériaux de démolition pendant le fonctionnement de l'installation de



concassage/criblage selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Ces mesures seront effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

#### **Article 8.6.12. Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

##### ***Article 8.6.12.1. Consommation d'eau***

De l'eau est prélevée au niveau du bassin de réserve d'eau incendie situé au sud du site pour l'alimentation en eau du concasseur au moyen d'une motopompe.

##### ***Article 8.6.12.2. Collecte des effluents aqueux de l'unité***

Les eaux pluviales et eaux usées générées par le fonctionnement du concasseur et des éventuelles rampes d'aspersion d'eau collectées sur la plate-forme de l'unité de revalorisation des matériaux sont dirigées vers un fossé qui borde l'installation puis vers un bassin de décantation avant de rejoindre un bassin de retenue (Bassin B3 selon le plan joint en annexe) puis une fosse à sable située au sud du site avant rejet au point de rejet référencé n°3 à l'article 4.3.5 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 dans un fossé situé au Sud du site et rejoignant le Croult.

